

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/648
21 octobre 2003

(03-5540)

**Comité des mesures concernant les
investissements et liées au commerce**

MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RAPPORT DU PRÉSIDENT

1. Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, le Comité a procédé au deuxième examen annuel au titre du mécanisme d'examen transitoire (MET) concernant la Chine, à sa réunion du 3 octobre 2003.
2. Des observations et questions en rapport avec le MET concernant la Chine ont été présentées à l'avance par écrit par les Communautés européennes et les États-Unis. Ces communications ont été distribuées sous les cotes G/TRIMS/W/31 et G/TRIMS/W/32, respectivement.
3. Dans une communication datée du 1^{er} octobre 2003, la Chine a fourni des renseignements sur l'annexe 1A de son Protocole d'accession dans le cadre du MET. Cette communication a été distribuée sous couvert du document G/TRIMS/W/34, daté du 2 octobre 2003.
4. On trouvera à l'annexe 1 du présent document les parties pertinentes du compte rendu de la réunion du Comité des MIC tenue le 3 octobre 2003, dans lesquelles est exposé le débat de fond relatif au MET concernant la Chine.

Annexe 1

Parties pertinentes du compte rendu de la réunion tenue le 3 octobre 2003

(G/TRIMS/M/18)

B. MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

4. Le Président a rappelé qu'aux termes de la section 18 du Protocole d'accession de la Chine, le Comité des MIC devait examiner chaque année pendant une période de huit ans après l'accession de la Chine, la mise en œuvre par celle-ci de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du Protocole et rendre compte des résultats de son examen au Conseil du commerce des marchandises (CCM). Le premier examen avait eu lieu en octobre 2002 et le rapport correspondant avait été transmis au Conseil du commerce des marchandises sous la cote G/L/586. L'intervenant a dit qu'en ce qui concerne l'examen pour 2003, pour s'acquitter de sa tâche dans les délais impartis, il conviendrait que le Comité des MIC entreprenne l'examen et présente son rapport avant la réunion du CCM prévue pour le 24 novembre. Le Conseil du commerce des marchandises, quant à lui, présenterait un rapport au Conseil général avant la fin de l'année. L'intervenant a indiqué ensuite que les renseignements présentés par la Chine à l'Annexe 1A de son Protocole d'accession avaient été distribués dans le document G/TRIMS/W/34 daté du 2 octobre 2003. Par ailleurs, des questions en rapport avec le mécanisme d'examen transitoire pour la Chine avaient été présentées par les Communautés européennes (G/TRIMS/W/31) et les États-Unis (G/TRIMS/W/32). L'intervenant a ensuite fait part de son intention de procéder à l'examen de la façon suivante: la parole serait donnée à la délégation de la Chine pour lui permettre de présenter sa communication; les délégations qui avaient posé des questions à la Chine – en l'occurrence celle des Communautés européennes et celle des États-Unis – seraient ensuite invitées à prendre la parole, puis les autres Membres auraient la possibilité de s'exprimer; enfin, la délégation de la Chine serait invitée à présenter des observations additionnelles. Pour ce qui est de l'obligation du Comité de faire rapport au Conseil du commerce des marchandises, l'intervenant a fait mention de l'examen de 2002 pour lequel le Comité était convenu que le Président devrait présenter au CCM un rapport factuel succinct concernant tous les documents pertinents communiqués pour cet examen. En outre, était annexé au rapport le compte rendu de la réunion reproduisant les importantes discussions menées par le Comité à ce sujet. L'intervenant croyait comprendre que les Membres souhaiteraient que le Comité procède de la même façon que pour l'examen de l'année précédente. Autrement dit, il soumettrait un projet de rapport factuel qui comporterait des renvois à toutes les communications présentées à ce sujet et auquel seraient annexées les parties pertinentes du compte rendu de la réunion en cours. Le rapport serait distribué à tous les Membres avant d'être présenté au Conseil du commerce des marchandises.¹

5. En réponse à une question du Brésil concernant l'approbation par le Comité du rapport final au Conseil du commerce des marchandises, le Secrétariat a indiqué que la proposition du Président portait sur la procédure et non sur l'adoption du rapport lui-même. Le rapport qui devrait être présenté au CCM serait un rapport sur la responsabilité du Président, et les parties pertinentes du compte rendu et tous les autres documents pertinents y seraient annexés.

6. Le Comité a accepté la procédure proposée par le Président.

7. Le Président a ensuite invité le représentant de la Chine à présenter sa communication.

¹ À la réunion, un projet de rapport élaboré par le Président a été distribué aux Membres pour qu'ils l'examinent.

8. Le représentant de la Chine a présenté sa communication, reproduite sous la cote G/TRIMS/W/34, qui donnait des précisions sur les efforts déployés par la Chine, et ses réalisations, pour mettre en œuvre les obligations pertinentes qui étaient les siennes au cours de la deuxième année suivant son accession, et il a également répondu à des questions qui avaient été présentées par écrit par des Membres (déclaration reproduite à l'annexe 1).

9. Le représentant des Communautés européennes a remercié la Chine pour sa communication écrite et pour son exposé oral qui venait compléter les renseignements fournis dans la communication. Il a dit que sa délégation devait faire la synthèse et l'analyse de tous les renseignements communiqués, il n'était pas en mesure de faire part d'une réaction définitive quelconque à la réunion en cours. Sa délégation se réservait donc le droit de revenir sur ces questions en présentant, le cas échéant, des observations et questions complémentaires.

10. Le représentant des États-Unis a remercié la Chine pour sa communication écrite et a déclaré que la Chine, comme en témoignait également l'exposé oral présenté à la réunion en cours, s'efforçait à l'évidence de se montrer réceptive aux questions qui avaient été posées. Il transmettrait les renseignements aux autorités de son pays et si les États-Unis avaient d'autres observations complémentaires à formuler, ils le feraient savoir.

11. Le représentant du Japon a remercié la délégation chinoise pour sa communication et son explication concernant les efforts déployés par la Chine, et ses réalisations, en vue du deuxième examen effectué dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire (MET). Il a également remercié les Communautés européennes et les États-Unis pour leurs communications. Comme sa délégation l'avait déjà expliqué lors du dernier examen effectué dans le cadre du MET par le Comité, le Japon faisait savoir qu'il portait un grand intérêt à la nouvelle politique appliquée par la Chine à l'industrie automobile, ainsi qu'aux mesures relatives à l'Accord sur les MIC et aux engagements de la Chine. Le Japon croyait comprendre que cette nouvelle politique serait mise en œuvre d'une manière compatible avec l'Accord sur les MIC et les engagements actuels de la Chine. Le Japon espérait que la nouvelle politique serait publiée sous peu et que les détails en seraient communiqués.

12. Le représentant de la Chine a remercié les Communautés européennes, les États-Unis et le Japon pour leurs observations et questions, et a rappelé que la Chine était prête à collaborer très étroitement avec ses partenaires commerciaux et les Membres de l'OMC pour remplir les engagements contractés au titre de l'Accord sur les MIC et de son Protocole d'accession. La Chine avait pour objectif de faire en sorte que toutes ses mesures, pour autant qu'elles se rapportent aux MIC, soient compatibles avec ses obligations et engagements. La Chine souhaitait continuer à faire en sorte que son cadre d'investissement soit attrayant pour l'investissement étranger et estimait que cela aiderait grandement à son développement économique. À cette fin, l'intervenant a dit que la Chine se montrerait très coopérative avec les Membres de l'OMC et tous les investisseurs étrangers.

13. Le Président a félicité la délégation chinoise pour les efforts qu'elle avait déployés en vue de l'examen et afin de répondre aux questions qui avaient été posées. Il a également remercié toutes les autres délégations pour leur participation active à l'examen.

14. Le Comité a pris note des déclarations, a approuvé ad referendum le rapport du Président au Conseil du commerce des marchandises et est convenu que le rapport, auquel seraient annexées les parties pertinentes du compte rendu de la réunion en cours, serait présenté au Conseil du commerce des marchandises.

Annexe 1

Déclaration du représentant de la Chine

1. Je vous remercie de me donner cette occasion d'expliquer comment la Chine a mis en œuvre l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC) et les engagements qu'elle a contractés lors de son accession.

2. Avant la réunion en cours, la Chine avait présenté au Comité des MIC les renseignements requis par l'Annexe 1A du Protocole d'accession, qui donnaient des précisions sur les efforts déployés par la Chine, et ses réalisations, pour mettre en œuvre les obligations pertinentes qui étaient les siennes au cours de la deuxième année suivant son accession. Le document reproduisant ces renseignements ayant été distribué par le Comité, pour rester bref, je n'en répéterai pas le contenu dans mon exposé.

3. M. le Président, nous avons reçu avant l'examen un certain nombre de questions qui avaient été soulevées par des Membres à propos de la mise en œuvre de l'Accord sur les MIC par la Chine. En réponse, je voudrais donner quelques explications et précisions nécessaires à ce sujet.

1. Révision du Répertoire indicatif des branches de production pour l'investissement étranger

Le 11 février 2002, le Conseil d'État a promulgué le Règlement concernant les directives appliquées à l'investissement étranger, récemment modifié. Par la suite et en stricte conformité avec les règles de l'OMC et les engagements pris lors de son accession à l'OMC, la Chine a modifié en profondeur le Répertoire indicatif des branches de production pour l'investissement étranger. Celui-ci est entré en vigueur le 1^{er} avril 2002. Le Répertoire énumère 371 branches de production et les subdivise en trois catégories, à savoir "branches de production dans lesquelles l'investissement étranger est encouragé" (262), "branches de production dans lesquelles l'investissement étranger est restreint" (75) et "branches de production dans lesquelles l'investissement étranger est interdit" (34). On considère que l'investissement étranger est autorisé dans toutes les branches de production qui ne figurent pas dans le Répertoire. Les engagements de libéralisation pris par la Chine lors de son accession sont indiqués dans la pièce jointe au Répertoire. En outre a été supprimée l'obligation de procéder à un transfert de technologie pour qu'un investissement étranger soit agréé.

2. Exécution des contrats contenant des termes contraires aux dispositions de l'Accord sur les MIC

La Chine a remanié la *Loi de la République populaire de Chine relative aux coentreprises à capitaux chinois et étrangers*, la *Loi de la République populaire de Chine relative aux coentreprises contractuelles sino-étrangères* et la *Loi sur les entreprises à capital entièrement étranger* ainsi que leurs règlements d'application respectifs. Elle a notamment éliminé et cessé d'appliquer les prescriptions relatives à l'équilibrage des échanges commerciaux et des opérations en devises, à la teneur en éléments d'origine nationale, aux résultats à l'exportation, au transfert obligatoire de technologie, etc. Ce remaniement a été largement rapporté par les médias. Le gouvernement chinois respecte la liberté de contrat. Si les statuts ou les contrats des entreprises à participation étrangère agréées avant la modification des lois pertinentes contiennent des termes se rapportant à l'équilibrage des opérations en devises, à la teneur en éléments d'origine nationale et aux résultats à l'exportation, et si les investisseurs des deux côtés peuvent arriver à un accord, ils peuvent déposer une demande auprès des autorités compétentes en vue d'une modification ou d'une annulation des termes en question. La demande sera traitée en temps voulu et d'une manière compatible avec l'Accord sur les MIC.

3. Questions concernant la nouvelle politique de développement de l'industrie automobile

Lors de son accession à l'OMC, la Chine a supprimé ou cessé d'appliquer des dispositions telles que l'obligation d'équilibrer les opérations en devises, les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale, etc., qui étaient énoncées dans la politique de 1994 concernant l'industrie automobile.

Le nouveau projet de politique de développement de l'industrie automobile est actuellement à l'examen au Conseil d'État en vue de son approbation. Au cours du processus de promulgation, nous avons publié le nouveau projet sur le site Web afin de solliciter le point de vue de tous les secteurs de la société. General Motors, l'"Association of Automobile Industry" du Japon et quelques entreprises de l'UE entre autres ont présenté des observations. Par la suite, nous avons sollicité la contribution des entreprises du secteur, des instituts de recherche et des spécialistes en leur adressant directement le projet et nous avons expressément demandé aux parties chinoises des coentreprises de solliciter l'avis de leurs partenaires étrangers. En outre, il y a eu des échanges d'idées, des discussions et des recherches de consensus intensifs et approfondis avec de nombreux constructeurs automobiles au sujet d'un certain nombre de questions bien précises.

4. J'espère que les renseignements communiqués par la Chine et ma déclaration aideront les Membres à comprendre comment la Chine s'est acquittée de ses obligations au titre de l'Accord sur les MIC et de ses engagements. Mon collègue et moi-même souhaiterions avoir un autre échange de vues avec les Membres au cas où ceux-ci auraient des questions complémentaires concernant les points susmentionnés.
